

***la nouvelle* ACTION FRANÇAISE**

sommet ford-giscard

le début du renoncement

forum

la monarchie que nous voulons

pages 4-5-6

POUR LES FÊTES 74

gérard
leclerc

UN
AUTRE
MAURRAS

PRIX
30fr

B.Renouvin
LUTTER/STOCK2

**le désordre
ÉTABLI**

PRIX
28fr

bertrand
renouvin

le
projet
royaliste

PRIX
18fr

les marchands et l'avenir

« Le numéro de l'Express, pour la première fois, n'est pas l'histoire d'une semaine dans le monde, mais l'histoire du monde. Le monde de demain... ».

Belle proclamation, qui ouvre le premier des numéros spéciaux de l'Express, intitulés « Vivre demain... en France », tirés à un million d'exemplaires chacun, après un gros battage publicitaire avec « flash » sur les radios et pages entières dans les journaux. Alors ?

Alors, rien ! Ou plutôt les méthodes habituelles et confirmées de la presse d'argent, avec ce côté moderniste, avant-garde et futurologue comme il se doit. On prolonge des courbes, on additionne, on soustrait, on ampute, on suppute, on extrapole, le tout assaisonné bien entendu de quelques sondages.

Les articles : sur l'énergie, le pétrole, les centrales nucléaires, la hausse démographique et les famines du Bangladesh, la course aux armements, les réserves monétaires arabes et partout larmes et bonnes intentions. Certes, de temps à autre, on trouve des analyses intéressantes, mais qui n'aboutissent à aucune conclusion.

Car là où serait nécessaire une volonté politique indépendante des puissances financières et économiques, là où un projet de longue haleine s'impose, l'Express répond avec tous les lieux communs de l'euro-péisme et du mondialisme, armes favorites de la grande bourgeoisie. On jugera du sérieux moyen de ces analyses à ce type de phrase : « Chaque individu est placé devant ses responsabilités planétaires ». Ce qui ne veut strictement rien dire pour l'habitant de Draguignan soumis au diktat des bureaux parisiens, ou pour le breton chassé de sa terre. Mais les gens de l'Express ont depuis longtemps cessé de juger convenable de s'intéresser à ces problèmes sous un angle français.

« Etre optimiste, écrit Françoise Giroud, c'est espérer plus simplement que l'égoïsme universel, ou si l'on préfère, la solidarité raisonnée de l'espèce l'emporte sur les égoïsmes » Phrase qui ne manque pas de piquant sous la plume d'un ministre de la caste Giscard.

Solidarité entre les peuples conçue sans doute comme dans la publicité (p. 139) du Club Méditerranée : « Oubliez votre auto, venez bavarder avec nos amis marocains, tunisiens... ». L'invitation au voyage coïncide agréablement avec l'invitation morale, la bonne conscience avec les intérêts.

Qu'il s'agisse de demain ou d'aujourd'hui, les affaires restent les affaires !

A quelques jours de distance, peut-on avoir la prétention de toujours pouvoir donner le sens profond d'un événement, la portée exacte d'une information ? C'est particulièrement vrai en politique étrangère, où il est souvent difficile de démêler l'écheveau complexe des relations et de discerner la ligne sinueuse des stratégies. Le recul est souvent nécessaire comme le montre l'affaire du pétrole qui semble devoir profiter, à long terme, aux intérêts américains. Mais il faut aussi compter avec les impulsions anciennes, qui continuent de dessiner les trajectoires, et ne pas négliger la volonté de dissimulation de tel ou tel qui doit ruser avec l'étranger ou sa propre opinion publique. D'où les impressions de crainte et de soulagement qui se succèdent, et le sentiment d'incohérence qui naît devant des faits trop bien enchevêtrés.

Mais peut-être faut-il renoncer à chercher la cohérence d'événements qui en sont dépourvus, et se contenter de faire semaine après semaine la chronique d'un temps sans prétendre l'appréhender dans sa totalité. C'est là une modeste ambition qui, contrairement à ce que pensent certains, n'est pas marquée par la volonté systématique de noircir le régime actuel et ne se coule dans aucun schéma pré-déterminé.

LE VOYAGE IRANIEEN

Ainsi, comme il y a quinze jours, nous commencerons par nous féliciter du voyage à Téhéran de Jacques Chirac. Les contrats qui viennent d'y être signés (emploi du SECAM par l'Iran, construction du métro de la capitale, vente d'aérotrains) sont aussi nécessaires à la prospérité de nos industries de pointe qu'au prestige et à l'influence de la France. Venant après celui de Bagdad, ce nouveau voyage marque une continuité certaine dans notre politique vis-à-vis du Proche et du Moyen-Orient.

Il convient, répétons-le, de s'en féliciter. Mais aussi de s'interroger, sans malice aucune, sur les attributions exactes de M. Chirac qui est tantôt ministre des Affaires étrangères, tantôt Premier ministre, tantôt Secrétaire général d'un parti politique. Passe encore sur la confusion entre les deux premières fonctions, si le chef de notre diplomatie se révèle trop occupé... ou trop incompetent. Mais en dépit de l'approbation de M. Giscard d'Estaing, il reste que le mélange des fonctions politiques et politiciennes constitue une entorse grave à l'esprit des institutions et à quinze années d'une pratique politique qui n'a cessé de marquer clairement la distinction entre les différentes responsabilités. Tel est le jugement qu'il faut porter sur le fait brut, qui s'inscrit peut-être dans une stratégie à long terme... ou masque un piège qui pourrait se refermer sur

F. W.

un abandon distingué ?

l'homme coupable d'avoir trop cumulé et accumulé.

NOS « AMIS » AMÉRICAINS

Il faut conserver la même prudence dans l'analyse des relations franco-américaines, telles qu'elles viennent d'être précisées lors du voyage présidentiel aux Antilles et au cours d'un récent entretien télévisé. Cependant, quelle que soit la part faite à la volonté de « décrier » les rapports avec les Etats-Unis ou, a contrario, le souci de ménager un peuple français attaché à son indépendance, on doit constater une évolution dangereuse de la diplomatie française. Et ceci pour trois raisons :

— la première est de forme : on célèbre l'amitié retrouvée sans qu'il y ait un quelconque infléchissement de la position américaine sur le problème de l'énergie. On s'incline donc devant un pays qui fait preuve d'un cynisme sans pareil et d'une volonté agressive et subversive sans cesse vérifiée. Ce n'est peut-être pas le meilleur moyen de se préparer à la résistance contre les exactions répétées de cette politique impérialiste ;

— la seconde est plus grave encore : dans le domaine de l'énergie, malgré l'embrouillamini savant des pré-conférences, des post-concertations et des comités à dix ou douze, on découvre

que la France adhère sans aucun complexe aux principales thèses américaines : à savoir la concertation entre pays consommateurs sous la houlette des Etats-Unis qui, par une véritable imposture, se rangent parmi les consommateurs alors qu'ils sont les premiers producteurs mondiaux de pétrole. Le reste (non-adhésion à l'Agence pour l'énergie) n'est que finasserie procédurière qui masque la volonté française de travailler dans la même direction que les Etats-Unis, comme l'a noté avec satisfaction M. Kissinger. Quant à la conférence entre producteurs et consommateurs dont se félicite M. Giscard d'Estaing, elle reste dans le flou puisque aucune date n'a été fixée pour une réunion préparatoire dont on ignore jusqu'à la liste des participants. Même si elle reste discrète, la victoire américaine est donc totale ;

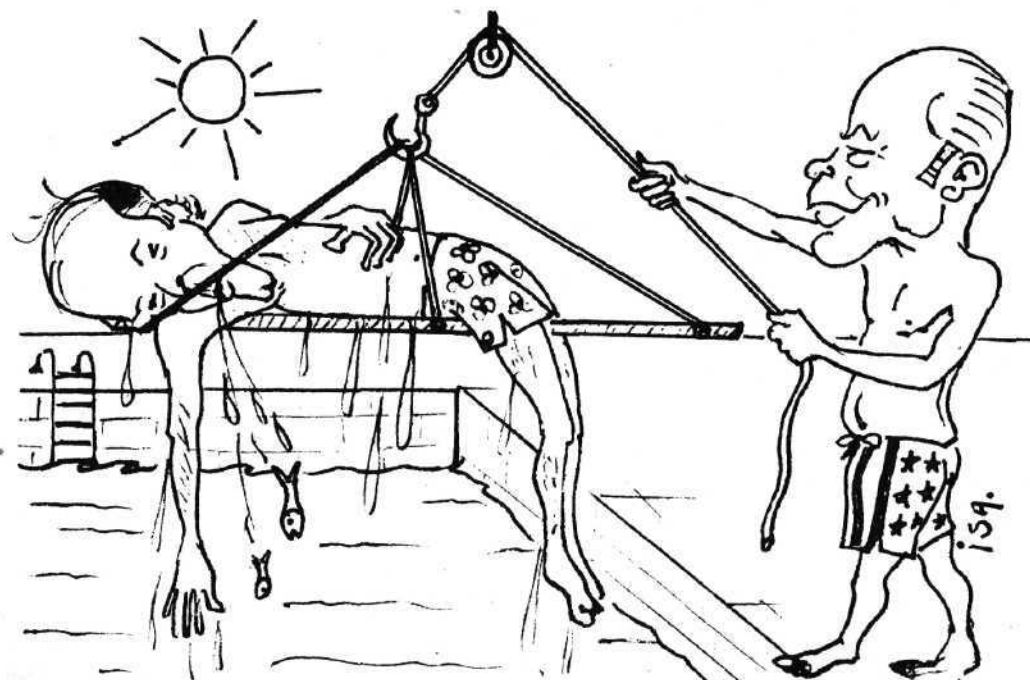
— la troisième raison est d'une évidence scandaleuse puisque, pour la première fois depuis 1966, un document diplomatique signé par la France admet la nécessité d'une « coopération » avec les pays de l'OTAN. C'est-à-dire avec une organisation militairement inutile et politiquement nuisible, qui n'a jamais été autre chose qu'un instrument d'asservissement et de chantage entre les mains de Washington. Déjà, en juin dernier, le nouveau régime avait signé une

« charte atlantique » qui marquait notre adhésion aux thèses américaines et dont nous disions qu'elle risquait d'être la charte de notre nouvelle dépendance. La référence de l'OTAN est le second signe de ce glissement atlantique que redoutons depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing. Il vient s'y ajouter — et ce n'est pas sans importance — un « dédommagement » de 100 millions de dollars versés aux Etats-Unis pour s'excuser de les avoir chassés en 1966.

L'ESPRIT DE RENONCEMENT

Le Président de la République a-t-il senti qu'il avait passé la mesure ? La décision précitée de venir s'expliquer sur les trois chaînes de télévision vendredi dernier tendrait à la prouver. En ce cas, l'opération est ratée : on ne retire de cette aimable conversation légèrement ennuyeuse que l'impression d'un habile enrobage des concessions françaises aux thèses américaines. Le reste n'est qu'égrenage de mots (« mondialisme », « conciliation ») et de thèses vaseuses masquant l'absence totale de projet politique. A moins que le processus d'un abandon distingué, à la fois matériel et moral, politique et économique, mais indolore et d'une savante lenteur, ne tienne lieu d'ambition nationale.

Bertrand RENOUVIN



Prenant prétexte d'une lettre d'un lecteur de la N.A.F.-hebdo, Philippe Vimeux esquisse quelques grands axes qui guideront les réflexions sur la monarchie lors des journées royalistes de janvier prochain.

la monarchie

Si toute réflexion politique engage notre existence, nous devons nous féliciter de rencontrer la contestation sous une forme aussi élaborée, aussi claire, franche, directe, aussi radicale que dans la lettre publiée ci-contre. En effet, pour nous, la vérité politique n'est pas un système, un carcan idéologique qu'on aurait bouclé une fois pour toutes : d'une part, le problème de la communication est essentiel pour la propagande, et il retentit, d'autre part, sur nos propres conceptions. Quand nous avons dit « monarchie », qu'avons-nous dit ?

L'OPACITÉ DES MOTS

Répondant à Philippe Ariès, ici même, le 6 février dernier, nous convenions de « l'impérieuse nécessité de redéfinir bien des notions employées avec justesse voici cinquante ans, mais dont la présentation est de plus en plus inadéquante à la réalité de notre temps ». Et nous citions en exemple : l'ordre, la démocratie, la tradition, l'Etat, la famille, et les corps de la nation. Nous aurions pu, dès cette époque, ajouter : la monarchie, puisque l'expérience faite, dans le premier semestre de 1972, de l'Enquête République ou Monarchie avait dévoilé l'ambiguïté foncière d'un tel terme.

D'une part, la France n'a pas connu d'expérience monarchique depuis cinq quarts de siècle ; d'autre part, l'idée monarchique a été travestie systématiquement, au moins depuis 1880, à l'école notamment. Chacun doit donc se garder d'ignorer ses présupposés, ses préjugés.

C'est bien le premier grief à opposer à notre ami : de quelle monarchie parle-t-il ? De quelle monarchie parlons-nous ? En relisant sa lettre à la lumière de ce « soupçon », il pourra plus aisément peut-être saisir la logique de nos positions, selon laquelle « si vous avez résolu de lutter pour un homme enraciné, néanmoins libre dans la détermination de ses choix, vous serez obligatoirement royaliste ». Car un forum n'est pas pour nous question/réponse, lettre de contestation/mot de la fin invarié ; un débat est œuvre de longue haleine : il peut commencer par cette lettre en regard de laquelle nous tentons de situer l'identité de notre pensée, mais en affirmant hautement que le débat n'est pas clos au bas de la page. Il sera alimenté par d'autres lettres, nous l'espérons, et mieux par cette aire de liberté que constitueront nos journées royalistes des 25 et 26 janvier prochains. Et il ne sera clos que par l'engagement militant des uns et des autres au service de l'idée politique que nous aurons cernée et définie par-delà l'opacité des mots.

Car autant dire que nous ne voyons pas cette « lumière des faits » devant laquelle notre idée de la monarchie s'effondrerait. Et nous sommes heureux de voir, au contraire, ce qui nous rapproche et nous unit : une certaine conception de l'homme, une recherche constante de l'indépendance politique et économique de la France et la défense de certaines causes sociales. La vraie « lumière des faits » est là : notre ami s'accorde avec nous en tous points... quand il saisit le contenu de nos propositions,

l'idée sous-jacente à notre vocabulaire. Au fond, sa seule réticence concerne le terme même de « monarchie », non pas l'idée que nous en avons, mais celle qu'il partage avec une infra-culture ambiante avec laquelle nous devons compter. Ce qui fait que notre ami ne voit pas le lien essentiel qui relie notre combat (indépendance, anthropologie, causes sociales) et notre volonté royaliste.

Affirmons deux points de départ :

1) Nul ne peut aujourd'hui restaurer une monarchie figée en un XVIII^e siècle ; mais pour en parler, il faudrait déjà la connaître profondément et ne pas soutenir des bévues selon lesquelles le pouvoir en monarchie aurait jamais été le « domaine réservé à quelques privilégiés », mauvaise caricature d'un absolutisme revu à la sauce fasciste.

2) La monarchie française ayant été toujours un principe, s'est incarné aux différentes époques selon différents registres (ce qu'on appelle la tradition, excellemment définie par notre ami comme « l'acceptation des héritages sous bénéfice d'inventaire »). Elle s'incarnera donc dans notre réalité politique, économique, sociale et culturelle présente : à la limite, nul ne sait ce que sera la monarchie ; la monarchie n'a pas un « programme » ; elle est une condition institutionnelle, fonctionnelle. Seuls les vrais royalistes peuvent pressentir ce que sera la monarchie, vivant déjà prophétiquement la négation des clivages artificiels ; et, en dernier ressort, seul le Prince sait la France royale, étant dès maintenant (qui plus est dans le cas exceptionnel du Comte de Paris) la Couronne, le Symbole, le signe efficace de la société réconciliée en elle-même, utilisant tous les génies que porte la France, d'où qu'ils viennent. La monarchie n'a jamais été, elle n'est pas un prêt-à-porter. Dans un certain sens, nous pouvons dire que la France royale sera ce que les Français en feront.

Quant à nous, royalistes, de l'étude des données de notre époque et de celle de la pensée et de l'action du Prince, nous pouvons esquisser en esprit, puis en acte la monarchie que nous voulons.

LE SOUHAIT ET LA NÉCESSITÉ

L'objection à la monarchie est double : elle n'est pas crédible, elle est donc irréalisable ; elle n'est pas souhaitable sous le double rapport technique et éthique.

Ethiquement, en effet, qui peut désirer l'aliénation ? Mais est-ce un paradoxe intrinsèque à l'esprit de Bertrand Renouvin que de voir la monarchie comme la révolution française de notre temps ; n'est-ce pas plutôt un paradoxe engendré par la fausse conception que l'on a de cette monarchie ?

Comment un pouvoir politique se serait-il maintenu durant huit siècles sans consensus populaire ? Nos ancêtres étaient-ils plus soumis ou plus aliénés que nous ? N'est-ce pas plutôt une illusion d'optique ? D'abord, la monarchie d'Ancien Régime ne connaissait pas la distinction gouvernants/gouvernés, qui reproduirait la perspective dualiste et mécaniste des rapports âme/corps d'un Descartes, par exemple : la monarchie fédérerait un foisonnement de communautés libres, forgées par la

tradition (acceptation des héritages...) et où les coutumes avaient un poids considérable, étant au droit écrit ce que la culture orale était à la culture écrite.

Gardons-nous donc de lire les expériences monarchiques de l'Ancien Régime au prisme déformant des philosophies du XIX^e siècle : la monarchie n'était pas cette bureaucratie hégélienne technocrate qui réduit le réel au rationnel, ni le gouvernement d'une masse d'administrés ; la France d'Ancien Régime était un peuple, c'est-à-dire un corps organisé, hérissé de libertés, où le vote (plus fréquent et plus adéquat qu'aujourd'hui) n'était qu'un mode d'expression, et non toute la réalité, de la vie politique à tous les échelons de la vie sociale : la lenteur des communications, la vivacité des cultures et coutumes locales, etc., tout contribuait à empêcher l'impérialisme de l'Etat, non certes que ce ne fut pas une tentation, mais où verrions-nous aujourd'hui un parlement régional (d'ailleurs inexistant !) votant le refus de l'impôt ?

L'aliénation ne peut naître qu'avec la délégitimation dépossédante, quand le mandat n'a plus

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt "Un autre Maurras" et je me permets ici de vous communiquer — aussi directement, aussi simplement que possible — les réflexions que cette lecture m'a suscitées :

— Je pense que nous sommes bien d'accord sur ce que vous appelez l'« Anthropologie » de Maurras : cette conception d'un homme enraciné, néanmoins libre dans la détermination de ses choix est exactement l'antidote qui convient au mal dont la société moderne est accablée : dépersonnalisation humaine par déracinement progressif et aliénation de la volonté individuelle, pilonnée continuellement par les « mass-media ».

La fin est donc claire ; mais quant au moyen proposé, le rétablissement de la monarchie, la possibilité de son éventualité me plonge dans la perplexité...

Il ne faut pas oublier — et il n'est sans doute nul besoin de vous le rappeler — que lorsque Maurras écrivait son « Enquête sur la Monarchie », l'Europe toute entière était couverte de monarchies, constitutionnelles certes, mais il apparaissait qu'à cette époque, à l'intérieur d'un Etat, pouvaient coexister deux pouvoirs dont l'origine était différente ; l'un héréditaire, et l'autre, populaire. En un consensus, de plus en plus contesté il est vrai, admettait que même nominal, le pouvoir monarchique représentait la permanence, incarnait la durée alors que le pouvoir populaire, qui s'exerçait par la voie des élections, ménageait les adaptations nécessaires à l'évolution des idées et des mœurs, voire constituait la soupape de sûreté qui pouvait se soulever sous l'effet d'une forte pulsion sans compromettre l'unité des Etats et la substance même des nations.

UNE MONARCHIE IMPOSSIBLE... ET NON SOUHAITABLE

Il y a près d'un siècle que Maurras a écrit « l'Enquête sur la Monarchie » et que voyons-nous aujourd'hui ? Disons-le tout net : il devient impossible à un esprit de ce temps de défendre toute forme de pouvoir héréditaire. Les rares

que nous voulons

de prise ni de pouvoir sur son élu. Mais cette caste politique élue pour cinq ou sept ans, n'existe-t-elle pas aujourd'hui ? En fait, chacun sait bien que la démocratie formelle que nous vivons, donne l'illusion au citoyen de participer à la politique : la réalité du pouvoir (qui demande compétence) se trouve dans les commissions parlementaires, dans les alliances de couloirs, car il est évident qu'on ne peut confondre représentation et gouvernement.

Actuellement, la représentation n'existe pas, puisqu'elle ne repose pas sur les réalités économiques et sociales mais sur un jeu formel des partis. Quant au gouvernement, il dépend des groupes de pression (donc de l'argent ou du chantage), de l'opinion manœuvrée (d'autant plus aisément qu'elle est incompetente), ce qui implique que la continuité de l'Etat et de la politique (nécessaire) soit assurée en sous-main par un para-gouvernement : le « système des dépouilles » a fait place depuis longtemps au pouvoir des secrétaires ministériels, puis de la technocratie.

Ne soyons pas dupes du spectacle : parce que le pouvoir ne doit pas être un domaine

réservé à quelques privilégiés, nous voulons rendre la démocratie à la France, démocratie non plus formelle, mais organique. Contre les aliénations actuelles qui veulent nous faire croire que nous avons la haute main sur un gouvernement fantoche, nous voulons rendre au peuple ses pouvoirs. C'est exactement ce que Georges Montaron définissait dans nos colonnes par démocratie : « **système qui tend à faire que chaque homme, pris individuellement comme dans sa vie communautaire, assume le mieux possible ses responsabilités. Autrement dit, la vraie démocratie est un idéal que nous ne pouvons pas atteindre, mais vers lequel nous devons tendre jour après jour : il faut faire en sorte que l'ouvrier dans son entreprise soit plus responsable de son avenir, que le citoyen dans sa commune soit plus responsable de son destin, que le citoyen dans son pays soit plus responsable vis-à-vis des grandes options de la nation française** » (1).

Encore faut-il prendre le moyen institutionnel pour abolir la démocratie formelle ! Ethiquement donc, la monarchie s'impose comme

l'Etat-minimum, condition de la vie et du progrès social : il faut, comme le dit le Comte de Paris, **restaurer la fonction politique**, c'est-à-dire passer du stade d'administrés à celui de citoyens.

LA FONCTION POLITIQUE

Aujourd'hui la monarchie rechercherait la représentation des intérêts du pays réel, actif. Mais ces nouveaux Etats généraux économiques, sociaux, culturels et politiques n'auraient rien à voir avec un parlementarisme bavard et aliénant : pourquoi n'aurions-nous pas des assemblées parlementaires intermédiaires, limitant au maximum les « **professionnels de la délégation** », véritables parasites de la société.

Cette représentation permettrait la circulation de l'information entre l'Etat et les cellules de la nation. L'arbitrage de l'Etat serait alors possible au nom de l'intérêt général en connaissance de cause : non plus par l'intermédiaire de simples dossiers, rapports et statistiques, mais appuyé sur une consultation réelle de la nation. L'institution du procédé référendaire était demandé par le Comte de Paris dès 1946.

Seulement un Etat portant en lui-même les principes de division, devenant objet de lutte, interdit l'amitié sociale, la simple justice, l'arbitrage et la promotion d'une politique de grande envergure.

Ce n'est pas en effet être réaliste que de faire reposer l'amitié sociale sur l'espace et le temps : au-dessus de tous les intérêts, l'Etat est normalement la médiation politique qui signifie l'identité sociale. L'hérédité a ce premier avantage d'éliminer la compétition pour le pouvoir, c'est-à-dire la radicalisation des conflits d'intérêts. Bien plus, elle assure la médiation active du peuple avec ses propres racines historiques : la nation, c'est la naissance, c'est donc la reconnaissance d'une continuité.

La nature du politique, c'est d'établir des droits, c'est-à-dire une justice politique, pour que la liberté puisse s'exercer par chacun en société. Nul ne peut garantir la justice pour les pauvres s'il est à la merci des intérêts et des pressions.

La Couronne incarne le politique, car le roi n'est pas un **manager**, c'est-à-dire un technicien pur (même s'il est souvent compétent et utile à l'Etat). L'hérédité, par l'association du fils au travail et aux soucis constants de son père, offre ce qu'aucune formation ne peut réaliser dans la commune « gent politicienne » : le **souci politique**, c'est-à-dire l'espace de la grande politique, de l'arbitrage et de la justice. L'objet de cet art n'est pas une technique (la comptabilité publique, par exemple) mais le souci constant de la communauté humaine tout entière.

Qui pourra promouvoir une politique de réformes sociales, économiques ou administratives, s'il n'est pas assuré que les bouleversements nécessaires ne le renverseront pas ? Le cas de l'autogestion aujourd'hui est caractéristique : quel gouvernement électif voudra risquer d'imposer une réforme, qui contre tant d'intérêts, et des plus puissants ? La gauche, d'ailleurs, n'est pas dupe, qui annonce l'inéluctable dictature du prolétariat. Le malheur, c'est que l'autogestion ne soit qu'une idée concoctée parmi quelques intellectuels et pas forcément adaptée aux nécessités de l'heure.

(suite page 6)

in lecteur nous écrit

ilôts où ce pouvoir subsiste sont constamment laminés par la contestation et il s'agit pourtant de pouvoir tout théorique. Qu'on le veuille ou non, l'homme contemporain considère comme une injustice criante, au pis-aller comme une anomalie choquante, la dévolution du pouvoir par la voie héréditaire. Il préfère manifestement les aléas et les désordres possibles que peut provoquer l'élection, au carcan héréditaire qui n'est pas d'ailleurs sans inconvénients, ni sans risques pour une nation.

Existe donc ce fait, dont l'empirisme, organisateur ou non, devrait tenir compte : la répulsion de l'homme d'aujourd'hui pour le pouvoir héréditaire. Ceci suffirait à considérer toute restauration monarchique comme impossible : mais bien que les miracles soient rares dans le domaine temporel, on pourrait toujours, en y croyant, préparer le terrain à un inattendu, à un imprévu souhaitable. Et j'en viens à la véritable question : en égard à la fin proposée : la réhabilitation de l'homme, de ses libertés au milieu de communautés amicales, la restauration de la monarchie est-elle souhaitable ? Je dis carrément : non.

Lorsque la société était essentiellement rurale, lorsque l'accélération de l'histoire était lente ou imperceptible, il était raisonnable et salubre de préférer un système politique où au-dessus de la pyramide des familles se trouvait une famille qui assume les charges de l'ensemble de la communauté : la gestion et même la prévision pouvaient s'inspirer — à un échelon, certes plus élevé, mais de même nature — de la « politique » familiale.

Il n'en est plus de même aujourd'hui : l'exercice du pouvoir réclame des dons de voyant et de chef exceptionnels que l'hérédité peut « procurer » par hasard mais non habituellement. Et je sais bien que le recours au suffrage universel n'est pas sans faille non plus : du moins, il distingue un homme politique souvent intelligent (la vieille rengaine de droite concernant l'idiotie de la gent politicienne a fait long feu !) qu'un choix populaire place à la tête de l'Etat : De Gaulle ne s'y est pas trompé ; cet ancien monarchiste, lecteur fidèle de « l'Action française », a vite vu que le sacre de Reims

n'était plus possible, mais que, par contre, l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel pouvait le remplacer en auréolant l'élu d'un « charisme » qui non seulement confortait son pouvoir, mais encore le rendait attentif aux besoins de la communauté nationale, bref en faisait un arbitre et un guide, et non plus un homme de parti.

Si « techniquement », le recours à la monarchie héréditaire n'apparaît pas souhaitable, il en est de même si on l'envisage à un point de vue « éthique ».

Bertrand Renouvin a fondé sa campagne pour les élections présidentielles sur le thème : « **refaisons la Révolution Française** ». Il m'apparaît paradoxal que ce combat libertaire contre toute forme d'oppressions ait comme fin le rétablissement d'un pouvoir qui serait un domaine réservé à quelques privilégiés. Cette fin est absolument contraire à tout un mouvement de pensée contemporain, qui semble, à vous comme à moi, je pense, salubre : l'acceptation des héritages sous bénéfice d'inventaire (sont exclues les traditions mortes et agréées celles qui sont vivantes) ; la conviction que la noblesse de l'homme réside dans son refus des aliénations tant héréditaires qu'économiques. Ces deux conditions sont absolument nécessaires à un nouveau réenracinement de l'homme dans sa communauté tant régionale que familiale. Pourquoi couronner ce libre réenracinement par le spectre des vieilles aliénations ?

Je me crois obligé de vous dire ainsi franchement ma pensée : je suis navré de voir que votre talentueux travail se heurte à l'incrédulité quasi-générale. Sont excellents les combats que vous menez pour l'indépendance politique et économique de la France, comme sont salutaires ceux que vous avez entrepris et que vous continuez d'entreprendre pour certaines causes sociales. Mais la solution monarchique que vous envisagez de donner à tous les problèmes, peut être, bien sûr, discutée comme hypothèse d'école à Sciences-Po : sa crédibilité — pour employer un mot à la mode — s'effondre à la lumière des faits... »

H. B. (Pessac)

la monarchie que nous voulons (suite)

L'hérédité de la Couronne pourra seule permettre de surmonter la crise de notre civilisation: le capitalisme d'oligopoles a mis fin à la régulation naturelle des prix, puisqu'un « très petit nombre de très grands » s'entend pour faire ces prix en considération d'autres fonctions que la « valeur travail »...

Aucun pouvoir politique ne pourra régler en toute justice cette loi des prix, s'il n'est lui-même à distance des intérêts économiques. Or, contre Marx, nous tenons que la politique détermine en dernier ressort les rapports politique/économique: comme le capitalisme n'a fait ses ravages qu'en référence aux dogmes du XVIII^e siècle, comme le néo-capitalisme est lié à l'avènement de la technocratie, ainsi la monarchie indépendante (c'est-à-dire héréditaire) pourra châtier les Semblançay et les Fouquet de notre temps.

Puisque la communauté politique est aujourd'hui le monde entier, la monarchie, qui n'est pas un parti ni un groupe d'intérêt, pourra mettre sa vertu fédératrice au service non seulement des provinces françaises restaurées dans leur identité, mais aussi de l'ouverture et de la coopération internationales. La Couronne permettra une politique d'aide au Tiers-Monde sans l'ombre d'aucune aliénation politique, une politique d'alliances sans dissolution des personnalités nationales, ce qu'aucun impérialisme ne peut concevoir aujourd'hui.

— Restaurer la fonction politique, c'est réduire l'Etat à son rang de fonctionnaire de la société et donner les pouvoirs effectifs conséquents à la nation. L'Etat éminent, c'est la Couronne qui assure permanence, continuité et indépendance; l'Etat pratique c'est le gouvernement, avec lequel le Roi travaille. Comme toujours la monarchie française saura accoucher les forces sociales montantes. Depuis 1950, le Comte de Paris demande la reconnaissance des cadres de la société moderne, dont le syndicalisme. Comme toujours la monarchie épousera la vie au rythme de ses générations grâce au principe héréditaire.

PLUS HAUT QUE LA TECHNIQUE

De tout cela, notre ami pourra conclure que ses réticences « techniques » ne s'adressent pas à la monarchie que nous voulons, qui est la monarchie française incarnée par le Comte de Paris.

La gestion et la prévision de la politique sont garanties doublement par le principe de succession: l'intérêt général (qui n'est pas la somme hypothétique des intérêts particuliers) est assuré par le « souci politique »; la gestion n'est pas celle d'un père autocrate digne de nos familles bourgeoises atomisées, puisque la fonction politique, notamment par la représentation, est assumée à tous les niveaux de la nation; de même pour la prévision qui, au-delà des capacités de n'importe quel homme, se fonde sur les compétences les plus solides rassemblées autour du Souverain « en ses conseils », sans acception de sentiments sectaires, de partis ou de coteries. Ici la planification n'est pas uniquement fondée sur la technique, comme par exemple dans notre civilisation de croissance-pour-la-croissance: elle est faite au nom d'une certaine idée de la France.

Plus donc encore que « lorsque la société était essentiellement rurale », la monarchie est nécessaire pour notre temps: par la complexité des situations, il faut un homme éduqué depuis son jeune âge au choix en fonction du souci politique, habitué à travailler avec les meilleures compétences d'où qu'elles vien-

nent (bourgeois ou prolétaires, citadin ou paysan rural, riche ou pauvre); et l'identité des intérêts de son lignage avec ceux du peuple garantit son respect de l'intérêt général.

Nous ne voyons pas comment l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel le rendrait nécessairement « attentif aux besoins de la communauté nationale »: ce qui est une pétition de principe. Au contraire, pour nous, le consensus de l'élection vient après la considération des bienfaits accomplis: ce n'est pas le suffrage universel qui fait l'arbitre, c'est la fonction exercée; ce n'est pas 50,1 % d'électeurs, c'est la position institutionnelle.

Le sacre de Reims n'a jamais été création de la monarchie, mais reconnaissance de son bienfait: dans un contexte culturel, qui n'est plus le nôtre, le sacre plaçait le Roi (dans une expression très vétéro-testamentaire) au-dessus des plus puissants. C'était un gage réclamé par le Tiers-Etat pour prévenir l'influence du clergé et de la noblesse. Cela n'a jamais conféré à la monarchie « des dons de voyant et de chef exceptionnels ».

Ce que de Gaulle « lecteur fidèle de l'Action française » n'a pas vu, c'est qu'au-delà de sa propre personne, il y avait le néant. Il est vraiment dommage qu'il n'ait pas retenu la leçon première de l'Action française: renouer nécessairement avec la succession héréditaire pour libérer l'Etat des contingences, afin de pouvoir rénover la société. Car, plus haut que toutes les techniques de gouvernement, demeure ce **souci politique** qu'aucun particulier ne peut porter.

La monarchie que nous voulons, c'est donc la monarchie française adaptée à notre temps. C'est techniquement et éthiquement la forme d'Etat qu'il faut à notre société post-industrielle.

Devant cette « lumière des faits », reste seule l'incrédulité de notre ami. Rien n'y fera sans doute que l'engagement même du mouvement royaliste, prouvant par sa vie et ses projets la possibilité d'une telle monarchie?

Certes, depuis l'Enquête sur la Monarchie de Maurras, bien des trônes d'Europe ont disparu, mais le nombre de Républiques et de Monarchies dans l'Europe libre est sensiblement équivalent. Or, force est de constater que la permanence de la Couronne écarte le danger d'éclatement national sous le coup des discordes civiles (la Belgique, par exemple), comme le danger d'accaparement du pouvoir par une majorité quelconque; principe d'unité et d'identité, ces monarchies sont pratiquement seules à patronner les grandes expériences socialistes.

Pour nous, Français, notre tradition royale est bien plus puissante, en ce sens qu'elle a fait la France. La personnalité même du Comte de Paris est garante « des dons de voyant et de chef exceptionnels » que requiert la situation.

Il n'est pas impossible de défendre l'hérédité au niveau de l'Etat aux yeux de nos contemporains, si l'on adjoint comme corollaire à sa bienfaisance intrinsèque, la restauration de la fonction politique à l'échelle humaine, individuelle, familiale, collective, professionnelle, régionale, etc... L'hérédité est la protection même des pauvres, elle bénéficiera du consensus du peuple; car celui-ci ne saurait refuser de récupérer ses propres pouvoirs, tout en soutenant un Roi « arbitre et guide » par nature, et non par aventure.

Au reste, la monarchie que nous voulons c'est celle que nous faisons.

Ph. VIMEUX

le zéro et

● Le désespoir sous-tend toute entreprise terroriste.

« Tout était tranquille dans la cellule. Roubachof n'entendait que le crissement de ses pas sur le carrelage. Six pas et demi vers la porte, d'où ils viendraient le chercher, six pas et demi vers la fenêtre, derrière laquelle la nuit tombait. Bientôt ce serait fini. Mais quand il se demandait: pourquoi au juste meurs-tu ? Il ne trouvait pas de réponse ». A la veille de son exécution, le « héros » campé par Arthur Koestler dans *le Zéro et l'Infini* cherche encore une Terre Promise. Mais combien de « séances » d'interrogatoires, combien d'audiences auxquelles le soumet un ancien frère d'armes, Ivanof, viendront à bout de la bonne foi idéologique — « foi axiomatique » lui fait dire Koestler — de Nicolas Salmanovitch Roubachof, commissaire du peuple.

A la nuit tombante, le 9 novembre 1974, dans une cellule de la prison centrale de Wittlich en Allemagne Fédérale, Roubachof meurt une seconde fois. Holger Meins, 33 ans, en détention préventive depuis le 1^{er} juin 1972, jour de son arrestation, vient de succomber des suites d'une grève de la faim engagée depuis deux mois. Inculpé pour son appartenance au groupe terroriste de la Fraction Armée Rouge; en même temps qu'une quarantaine de ses camarades dont Andreas Baader et Ulrike Meinhoff, Holger Meins avait entrepris de mobiliser l'opinion internationale sur les conditions de détention des prisonniers politiques en R.F.A.

A Paris, le siège de la revue *Les Temps Modernes* accueille un Comité contre la torture des prisonniers politiques en R.F.A. Le prix Nobel de littérature, Heinrich Böll, ayant répondu à l'invitation de Jean-Paul Sartre, les deux écrivains appellent à la création d'un comité international pour la protection des prisonniers politiques. Cette dernière intervention faisant suite au voyage effectué par le philosophe français en R.F.A. après négociations avec le juge Prinzinger, président du tribunal de Stuttgart.

UNE PRISON-MODELE

Construite spécialement en vue du procès des militants de la Fraction Armée Rouge, la prison-modèle de Stuttgart-Stammheim aura donc reçu le 4 décembre dernier la visite de Jean-Paul Sartre. Pendant vingt-cinq minutes, l'écrivain va s'entretenir avec Andreas Baader de la situation faite aux détenus. Baader réaffirmera sa détermination à poursuivre la grève de la faim tant que les autorités fédérales refuseront à lui et à ses camarades emprisonnés le statut de prisonniers politiques. Les propos rapportés par le philosophe au terme de son entretien avec l'inculpé n° 1 (en détention préventive, lui aussi) sont édifiants. Ainsi a-t-il rencontré Baader « dans une cellule isolée, entièrement blanche, où aucun son n'est perceptible si ce n'est, trois fois par jour, les pas des gardiens », où « la lumière du jour est

l'infini du désespoir

filtrée par un grillage», où «la lumière électrique reste allumée toute la journée (dans la cellule de Baader, on éteint à 23 heures, dans d'autres, la lumière demeure vingt-quatre heures sur vingt-quatre). Et Daniel Vernet (1) rapportant les propos de Jean-Paul Sartre fait remarquer que s'il ne s'agit pas d'«une torture à la manière des nazis avec un bourreau présent et une victime individuelle», on se trouve en face de «méthodes qui provoquent des troubles psychiques en supprimant tout ce qui peut donner l'impression de la vie». «Ces conditions intolérables, ajoute le rédacteur du Monde, qui mènent à un abâtissement lent des prisonniers et qui ne sont appliquées qu'aux détenus du groupe Baader-Meinhof peuvent avoir trois conséquences: rendre les prisonniers incapables de répondre au tribunal, les rendre fous ou les faire mourir».

Après quelques mois d'un pareil traitement, on ne voudrait pas avoir à choisir entre une journée d'Ivan Denissovitch dans un bagne en Sibérie et une journée d'Andreas Baader dans la prison-pilote de Stuttgart-Stammheim, monde libre. Sans doute les prisons françaises ne valent-elles guère mieux. Les abus qu'autorise la détention préventive continuent de faire des victimes. Ainsi un travailleur portugais inculpé depuis huit mois pour outrage public à la pudeur, Abel Gomez Bernardo, s'est-il pendu dans sa cellule de la Santé le 8 décembre, signant là sa quatrième tentative de suicide depuis les premiers jours de sa détention. Ainsi Jean-Pierre Morvan s'est-il vu refuser le droit de visiter son frère, Edouard Morvan, inculpé à la suite des manifestations paysannes en Bretagne, à quelques jours de l'ouverture de son procès.

UNE ENTREPRISE DESEPEREE

Mais toutes ces maladroites impardonnables, toutes ces obstructions font de notre système pénitentiaire une affaire bien artisanale, sans rapport avec la haute technicité allemande dans ce domaine. Les sociologues ou psychologues allemands ont fait là du bon travail. Les spécialistes en «ressources humaines» ont su mettre sur pied un système d'abrutissement qui aura raison des opposants au diktat des porcs comme disait Holger Meins huit jours avant sa mort. Dans une lettre où se lit avant tout l'extrême fatigue du détenu (respiration du texte) se dévoile le désespoir qui sous tend toute entreprise terroriste: «Combattre, avoir le dessous, encore combattre, avoir à nouveau le dessous, c'est ce qui renouvelle la manière de se battre, et ainsi de suite, jusqu'à la victoire finale. Voilà la logique du peuple. Dit le vieux» (2). Et la théorie prise au piège de la praxis, l'épreuve qui lui fait sentir combien «ce qui fait l'homme, ce qu'il est, sa liberté c'est que la conscience se rend maître de la matière». Enfin, un homme se lève contre les porcs et leur logique de la marchandise: «Mort au système des porcs! Si tu ne continues pas la grève de la faim, tu ferais mieux de dire, avec plus d'honneur (si tu sais encore ce que c'est, l'honneur) «comme on dit: à bas la F.A.R. Victoire pour les porcs». Bien sûr, le terrorisme ne mènera pas à la libération. Energie désorientée, énergie trompée, mille fois vaine. La violence aveugle, comme celle qui devait frapper le juge Von Drenkmann le 10 décembre, ne confortera jamais autre chose que la violence légale du système des porcs!

Tout de même, le 9 novembre au soir, sur les murs de la prison centrale de Wittlich, roulait l'écho d'une petite phrase. Résonance de quelques mots, l'accent terrible d'une voix «à en râle-mourir», absolue exigence: alors Holger Meins se dresse, alors Holger Meins crie, ce «si tu sais encore ce que c'est, — silence — l'honneur». Irréductible et pourtant si fragile, et pourtant si assuré. Tout à l'heure, Roubachof va mourir.

Philippe DELAROCHE.

(1) - Le Monde - du 6-12-74.
(2) Dernière lettre de Holger Meins (31 octobre), publiée par le Spiegel (18 novembre) et reprise par Libération (27 novembre).

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{re})
Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois: 20 F

Abonnement six mois: 40 F

Abonnement un an: 70 F

Abonnement de soutien: 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

24-25-26 janvier - rueil

LE MATÉRIEL DE PROPAGANDE

1) Les vignettes de soutien sont en vente depuis trois semaines et donneront droit à l'entrée gratuite pour les deux journées. Tous nos militants, tous nos lecteurs, sont mobilisés pour la vente de ces vignettes, non seulement aux participants éventuels mais aussi à tous ceux qui, ne pouvant venir aux journées, acceptent de soutenir notre action.

2) Le numéro spécial de la N.A.F. sur quatre pages servant à présenter les journées.

3) Les affiches qui seront disponibles le 31 décembre.

Tous les cadres de la N.A.F. ont dû recevoir la circulaire donnant les instructions nécessaires. Les responsables d'unité et les militants isolés qui n'ont pas encore passé commande doivent le faire le plus rapidement possible. Dès maintenant les responsables doivent organiser une réunion pour établir le plan de campagne, pour attribuer les responsabilités, et préparer la «mise dans le coup» de tous les adhérents!

TRANSPORT

La S.N.C.F. nous a accordé 20 % de réduction sur le prix du voyage aller et retour. Pour en bénéficier, il faut nous demander un ticket spécial à présenter au moment de l'achat.

AU TABLEAU D'HONNEUR POUR LA DIFFUSION DES VIGNETTES

Vichy - Nantes - Reims - Versailles - Bretagne - Paris 15^e - Bordeaux - Rouen - Neuilly.



25 et 26 JANVIER

JOURNÉES
ROYALISTES

à RUEIL

VIGNETTE de SOUTIEN

Cette vignette donne droit à l'entrée gratuite pour les 2 jours

9F

OFFRE SPECIALE POUR LES FETES 74
(à renvoyer avant le 15 janvier 1975)
Ces trois livres (1): 76 F franco de port
vous sont offerts à 65 F.

(1) Le livre de B. Renouvin «Le désordre établi» paraîtra le 10 janvier.

Commande à retourner à:

L'Institut de politique nationale

B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01

C.C.P.: La Source 33 537-41.

Avec la controverse qui oppose Bernard Roemer (« l'ambiguïté du combat régionaliste » in N.A.F. du 27 novembre) et François Deschesnes nous abordons un des problèmes cruciaux qui se posent à notre mouvement : Comment utiliser des thèmes de campagne qui sont loin d'être propres à la N.A.F. sans perdre notre originalité et nous faire récupérer par la société marchande ?

GADGET DE QUALITE...

Ce risque de récupération ne doit pas être minimisé. Bernard Roemer a raison de souligner comment la société industrielle peut se mettre à vendre demain de la « qualité de la vie », du loisir campagnard et de la nature non polluée comme elle vendait hier encore des baignoires et des télévisions. La reconversion vers la production et l'exploitation du gadget de qualité est déjà en bonne voie. Nul doute que la crise de l'énergie va l'accélérer dans la mesure où elle révèle le caractère suicidaire d'une politique qui épuise la nature.

Dès lors, après le capitalisme libéral du XIX^e siècle, le capitalisme de consommation de masse surgit après la crise de 1929, il est probable qu'apparaîtra un capitalisme fondé sur la vente de produits d'autant plus sophistiqués que l'on aura préservé à grands frais leur caractère faussement naturel.

Cela promet de beaux jours aux aménageurs de parcs touristiques et une belle prospérité aux industriels du happening vieille-France. Ainsi que l'a montré Bernard Charbonneau dans son ouvrage « Tristes campagnes » (1), on est en train de découper scientifiquement les Pyrénées Occidentales dans le cadre d'une répartition bien ordonnée des tâches : la côte basque est en voie de devenir un Sarcelles sur mer. A l'intérieur, le parc national des Pyrénées constituera, sinon une réserve d'Indiens, du moins un musée des espèces animales et végétales en voie de disparition. Les itinéraires réservés à une élite désireuse de goûter les sensations rares offertes par la nature « sauvage » seront dûment marqués à tous les carrefours.

Ainsi toute démarche contemplative qui tend à découvrir la poésie et le secret de la nature est-elle éliminée ? Il n'y a plus que deux possibilités : ou avaler à prix moyen un bol d'air marin pollué à Saint-Jean-de-Luz ou payer au prix fort un bol d'air chimiquement pur dans le Neouvielle. Car ne nous faisons aucune illusion : à proximité du parc des Pyrénées, la spéculation immobilière va aller grand train, la rente de situation constituée par celui-ci entraînant le renchérissement des terrains à bâtir.

... ET BASQUES TYPIQUES

Et les hommes du pays Basque, du Béarn, de Bigorre que vont-ils devenir dans le cadre de cette évolution ? Ceux que l'exode rural ne contraindra plus à partir pour Bordeaux ou Paris iront s'agglutiner dans la banlieue bayon-

forum

une révolution régionaliste

naise à moins qu'ils n'aient la « chance » de demeurer dans leurs villages comme gardiens du folklore-basque-si-typique. Déjà des bourgades comme Socca ou Ascain comportent de nombreux indigènes déambulant en costume du pays à la saison d'été. Ils sont désignés — et payés par le syndicat d'initiative — pour jouer ce rôle dégradant. Dès lors, chez eux, le folklore n'est plus le signe de l'enracinement dans un passé que l'on veut assumer et vivifier. Il n'est plus que le masque et l'instrument d'une aliénation totale de l'individu par la société mercantile.

Quant aux habitants des villes qui viennent se ressourcer auprès des « indigènes » restés au pays, ils ne découvrent pas au cours de leurs vacances l'âme d'un peuple mais tout au plus sa dépouille. Un tel tourisme ne constitue qu'une fallacieuse compensation au déracinement de la mégapole.

Ainsi la France est-elle dans l'optique de la société marchande vouée au déracinement intégral martiné d'un zeste de folk-alibi. Notons par parenthèse que la grande vogue du folk nous vient des Etats-Unis, pays marchand et déraciné s'il en est, bien que décentralisé.

Car ne nous faisons aucune illusion : transférer les pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales ne modifiera en rien cette évolution

tant que le consensus global qui existe en faveur de la société marchande n'aura pas été rompu.

... DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION REGIONALISTE

Ceci dit, faut-il en conclure que toute revendication régionaliste, tout mouvement folklorique, toute recherche écologique sont radicalement viciées et donc inutilisables par nous ? Les choses ne sont pas si simples. Le régionalisme et son essor depuis dix ans sont le signe d'une volonté désespérée de résister à la déculturation de notre pays. Mais cette révolte, faute d'un projet global, débouche sur l'utopie, le néo-rousseauisme avant d'être purement et simplement utilisée par la société marchande.

La N.A.F. voit donc s'ouvrir devant elle un « créneau » : indiquer aux régionalistes que leur contestation doit aller à l'essentiel, c'est-à-dire qu'elle doit s'en prendre à une société qui fait de l'argent l'étalon de toutes les valeurs. Elle doit surtout mettre en cause la volonté de puissance des capitaines d'industrie ; car celle-ci, appliquée à tous les domaines de la vie quotidienne, constitue le sens ultime d'une société fondée sur le non-sens. Le dernier avatar d'un nihilisme nietzschéen réincarné sous les traits d'un manager de Rosrers and Mitchell.

COURROIES DE TRANSMISSION OU CLUBS ?

Dès lors la contestation régionaliste devient un des aspects de cette révolte de l'Intelligence contre l'or à laquelle Maurras appelait au début du siècle. C'est dire qu'elle ne saurait singer l'action régionaliste classique. Il me paraît notamment peu souhaitable de nous lancer pour l'instant dans le développement de « courroies de transmission » qui seront des « S.O.S. Paris » du pauvre ou des « Bleunn Breug » au rabais : nous n'avons ni le temps, ni l'argent, ni les ressources humaines nécessaires pour créer des filières parallèles susceptibles de petit à petit faire déboucher les troupes qu'elles encadrent sur la critique de la société marchande. La cité catholique s'y emploie depuis quinze ans avec des moyens incomparablement plus puissants et s'y casse les dents.

Il nous faut au contraire créer des clubs ouvertement N.A.F. ou du moins très engagés dans la critique des racines de la société industrielle qui nous servent à la fois de tribunes de propagande et de lieu de rencontre avec les militants régionalistes qui cherchent un sens à leur combat. Là seulement réside pour nous la possibilité d'avoir un impact, en un domaine où l'inflation des mouvements condamne tout groupe régionaliste qui ne se définit pas comme radicalement différent à l'étélement et au conformisme.

Arnaud FABRE.

(1) Denoël, éditeur.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}